

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 150 | 1-7 mai 2023

(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 69 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

1er mai : La police d'Istanbul est intervenue lors des manifestations du 1er mai, arrêtant au moins 239 personnes.

2 mai : La police d'Edirne est intervenue lors d'un événement électoral organisé par le Parti de la gauche verte (YSP), arrêtant 7 membres du parti.

4 mai : La police d'Istanbul est intervenue dans une manifestation organisée pour protester contre le meurtre d'un musicien de rue kurde, arrêtant 2 personnes.

4 mai : La police d'Ankara est intervenue lors de l'élection d'un parti de gauche, arrêtant violemment 9 personnes.

4 mai : La police d'Adana est intervenue lors d'un événement électoral organisé par le Parti de la gauche verte (YSP), arrêtant 14 personnes. Les détenus ont été libérés le lendemain.

4 mai : La police d'Istanbul est intervenue dans une manifestation organisée par le Parti de la gauche verte (YSP), arrêtant 15 personnes.

6 mai : La police d'Istanbul est intervenue dans une manifestation organisée pour demander justice pour les personnes disparues en garde à vue dans les années 1990, arrêtant 24 personnes.

7 mai : La police d'Istanbul a arrêté 4 personnes suite à leur participation à un rassemblement, pour avoir porté des bracelets de couleur jaune, rouge et vert - couleurs associées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), interdit.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

3 mai : Un tribunal d'Ankara a décidé d'arrêter les journalistes Dicle Müftüoğlu, Sedat Yılmaz, Erol Balci, Abdurrahim Tanyeli et Ramazan Debe qui ont été arrêtés la semaine dernière dans le cadre de détentions généralisées contre des réseaux politiques pro-kurdes.

3 mai : La police de Tekirdağ a arrêté 2 personnes nommées Emircan Bozkurt et Ömer Köker, accusées de diffuser de la propagande terroriste sur les réseaux

sociaux. Les détenus ont été arrêtés par un tribunal le lendemain.

3 mai : La police de Şırnak a arrêté 7 personnes, dont un mineur de 15 ans, accusées de diffuser de la propagande terroriste.

3 mai : La Turquie est classée 165e sur 180 pays dans le classement mondial de la liberté de la presse 2023 de Reporters sans frontières (RSF). Le classement représente une chute de 16 places par rapport à l'an dernier.

3 mai : Un rapport trimestriel sur la liberté des médias a révélé qu'au moins 195 journalistes ont été jugés en Turquie au cours du premier trimestre 2023. Le rapport indique également que les autorités turques ont imposé la censure sur au moins 187 articles de presse en ligne et autres contenus journalistiques.

3 mai : Un tribunal d'Istanbul a prononcé une peine de prison avec sursis de 10 mois contre la chanteuse Gülşen Bayraktar Çolakoğlu pour incitation à la haine, en raison d'un commentaire qu'elle a fait sur les lycées religieux.

4 mai : Un tribunal de Bitlis a condamné le journaliste kurde Sinan Aygül à 4 mois et 15 jours de prison pour ses reportages sur le Croissant-Rouge turc (Kızılay) en 2020.

4 mai : Un tribunal d'Ankara a ordonné au leader de la société civile Nasuh Mahruki de payer des dommages et intérêts pour avoir insulté le parti au pouvoir sur les réseaux sociaux.

4 mai : Un tribunal d'Istanbul a imposé la censure d'un livre écrit par Ayten Öztürk, une femme qui aurait été enlevée au Liban en 2018 par les services de renseignement turcs et interrogée sous la torture en détention non officielle pendant 6 mois. Les procureurs d'Istanbul ont ouvert une enquête sur Öztürk pour diffusion de propagande terroriste.

4 mai : Les tribunaux d'Istanbul ont décidé de bloquer l'accès à au moins 4 reportages sur des allégations selon lesquelles un enfant aurait été agressé dans un hôpital appartenant au ministre de la Santé.

5 mai : Un tribunal de Van a condamné les journalistes Ferhat Çelik et İdris Yayla à 1 an et 3 mois de prison pour avoir rapporté des allégations selon lesquelles 2 villageois kurdes auraient été torturés par des soldats dans la province en 2021.

5 mai : Un tribunal d'Istanbul a condamné le journaliste Bülent Mumay à 1 an et 8 mois de prison pour avoir rapporté des allégations selon lesquelles une municipalité locale aurait été mise sous séquestre en raison de ses dettes héritées de l'époque où elle était dirigée par le parti au pouvoir.

5 mai : Un tribunal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès à au moins 3 reportages sur des allégations selon lesquelles une société détenue par des proches du président ferait l'objet d'une séquestration en raison de ses dettes.

6 mai : Dans des décisions distinctes rendues par les tribunaux d'Istanbul, les autorités turques ont bloqué l'accès à 5 vidéos YouTube et à un compte Twitter appartenant à un homme proche du président qui a fait des allégations de corruption.

7 mai : La police d'Istanbul a brièvement détenu l'universitaire Berk Esen à son arrivée de l'étranger, en raison d'un tweet qu'il a publié en 2020.

7 mai : La police d'Istanbul a brièvement détenu la journaliste Banu Acun.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

5 mai : Les médias ont indiqué que 4 avocats figuraient parmi les personnes arrêtées dans le cadre des enquêtes à grande échelle menées contre les réseaux politiques pro-kurdes.

MINORITÉ KURDE

2 mai : La police d'Istanbul a arrêté 32 personnes dans le cadre d'une enquête sur les réseaux politiques kurdes.

3 mai : Un tribunal d'Ankara a décidé d'arrêter les journalistes Dicle Müftüoğlu, Sedat Yılmaz, Erol Balcı, Abdurrahim Tanyeli et Ramazan Debe qui ont été arrêtés la semaine dernière dans le cadre de détentions généralisées contre des réseaux politiques pro-kurdes.

4 mai : Cihan Aymaz, un musicien de rue kurde, est poignardé à mort à Istanbul après avoir refusé de chanter une chanson nationaliste.

4 mai : Un tribunal de Bitlis a condamné le journaliste kurde Sinan Aygül à 4 mois et 15 jours de prison pour ses reportages sur le Croissant-Rouge turc (Kızılay) en 2020.

5 mai : Un tribunal de Van a condamné les journalistes Ferhat Çelik et İdris Yayla à 1 an et 3 mois de prison pour avoir rapporté des allégations selon lesquelles 2 villageois kurdes auraient été torturés par des soldats dans la province en 2021.

5 mai : Le ministre de l'intérieur, Süleyman Soylu, a déclaré dans une interview que la pratique consistant à démettre les maires élus de leurs fonctions dans les provinces à majorité kurde et à les remplacer par des administrateurs pro-gouvernementaux avait été mise en œuvre sur instruction du président Recep Tayyip Erdoğan.

7 mai : La police d'Istanbul a arrêté 4 personnes à la suite de leur participation à un rassemblement, pour avoir porté des bracelets de couleur jaune, rouge et vert - couleurs associées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), interdit.

CONDITIONS CARCÉRALES

5 mai : Une administration pénitentiaire à Denizli a empêché l'entrée d'un rapport d'une ONG sur les conditions de détention en Turquie.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

4 mai : Les médias ont indiqué que les autorités turques ont arrêté Rümeyza Som, une mère de 2 enfants qui a été refoulée de Grèce. Som a tenté de fuir la Turquie en raison d'une peine de prison de près de 8 ans qui lui a été infligée en raison de ses liens présumés avec le mouvement Gülen.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

4 mai : La police d'Ankara a eu recours à une violence excessive lors de l'arrestation de 9 personnes lors d'un événement électoral d'un parti de gauche. Une personne aurait été blessée à la suite de ces brutalités.

4 mai : La police d'Istanbul a physiquement maltraité Aydın Koçuk et Mehmet İkto qui ont été arrêtés lors d'une manifestation pour protester contre le meurtre d'un musicien de rue kurde. Les victimes auraient été blessées à la suite des violences.

6 mai : Une administration pénitentiaire d'Ağrı a imposé une sanction disciplinaire de 3 jours d'isolement cellulaire à Alparslan Kuytul, le chef d'un groupe religieux qui a été emprisonné suite à ses critiques virulentes du

gouvernement, pour avoir dit : « Que Dieu sauve notre peuple de cette dictature » lors de son appel téléphonique avec sa femme.

6 mai : Des gendarmes à Hatay ont intercepté un véhicule électoral du Parti de la gauche verte (YSP) et maltraité physiquement ceux qui se trouvaient à l'intérieur.

DROITS DES FEMMES

4 mai : Des hommes ont tué 24 femmes et infligé des violences à au moins 56 autres en avril, selon un rapport mensuel sur la violence sexiste.